

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84 905 AVIGNON

AVIGNON, le 31/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FLORETTE France GMS**

ZI La Petite Marine  
84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-00650-2023/LRAR n° 1A 194 569 0764 1  
Code AIOT : 0006400504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement FLORETTE France GMS implanté ZI La Petite Marine 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 04/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLORETTE France GMS
- ZI La Petite Marine 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLORETTE FRANCE GMS, dont le siège social est situé Zone d'activité Fernand Finel à LESSAY (50 430), exploite un établissement implanté ZI de la petite Marine sur la commune de L'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84 800).

Les activités de cet établissement de transformation et de conservation de légumes sont

réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié, et relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2220 et 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022 relatif à la rétention de l'ammoniac ;
- les suites de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 (7 constats « susceptibles de suites »).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Comportement au feu des locaux ammoniac	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.1.5	Susceptible de suites administratives	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Rétention Ammoniac	AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1	Mise en demeure
2	Installations électriques (ammoniac)	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.7	Susceptible de suites administratives
3	Signalisation ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.1	Susceptible de suites administratives
4	Systèmes de détection ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1	Susceptible de suites administratives
5	Tuyauteries d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.9	Susceptible de suites administratives
6	Déchets – rénovation installations de production de froid	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 7.1	Susceptible de suites administratives
8	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.1.24.2	Susceptible de suites administratives

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022 en rétablissant les capacités de rétention de l'ammoniac présente dans son installation.

La précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 avait donné lieu à des constats « susceptibles de suites administratives » concernant les installations utilisant de l'ammoniac comme fluide

frigorigène : l'exploitant a répondu favorablement à six constats sur sept.

Seul le constat relatif à la justification du comportement au feu des locaux des installations fonctionnant à l'ammoniac n'est pas clos : l'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de justifier la conformité au feu de ces locaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention Ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/06/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluide frigorigène
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b> La société FLORETTE France GMS, exploitant une installation de transformation et de conservation de légumes sur le territoire de la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 71.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005, en rétablissant les capacités de rétention de l'ammoniac présente dans son installation, dans un délai de 3 mois. À ce titre, l'exploitant doit justifier le dimensionnement des capacités de rétention de son installation de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Par courrier en date du 29 août 2022, l'exploitant a informé l'Inspection de la fin des travaux de rétablissement des capacités de rétention de l'ammoniac présente dans son installation et a communiqué les documents justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• note de calcul de dimensionnement des rétentions dans les salles des machines SDM 1 et 3 (capacité respectivement de 2,7 m<sup>3</sup> et 0,9 m<sup>3</sup>).</li><li>• bon de commande des travaux du 27 juin 2022 signé par l'exploitant,</li><li>• courrier du 7 juillet 2022 de l'entreprise en charge des travaux attestant la réception des travaux, photos des travaux réalisés.</li></ul> Le 5 juillet 2023, l'Inspection constate la réalisation des travaux de rétablissement des capacités de rétention (SDM1 : surélévation de la rétention existante ; et SDM3 : réfection du caniveau de collecte et agrandissement de la rétention).  L'exploitant a pleinement déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Installations électriques (ammoniac)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 Article 2.7. Installations électriques L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, (...).
<b>Constats :</b> Le point de contrôle n°1 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « <i>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de 2 mois, les éléments justifiant que les installations électriques des équipements de production de froid employant de l'ammoniac sont réalisées conformément aux règles en vigueur, et notamment vis-à-vis du risque ammoniac.</i> » Par mail du 29 août 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de vérification des installations électriques de ses équipements de production de froid employant de l'ammoniac : le rapport de l'APAVE en date du 18 août 2022 fait état de 6 observations (non-récurrentes), principalement relatives à des identifications incomplètes de circuits et matériels, et à une absence de protection de surcharge du circuit de détection NH3. Post-inspection, par mail du 26 août 2023, l'exploitant a transmis les fiches de réalisation des 6 actions correctives correspondantes établies par l'exploitant aux dates du 14 et 15 septembre 2022 et du 8 août 2023. L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°1 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Signalisation ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Une signalisation adéquate posée sur la porte d'accès à tout local de stockage ou d'emploi d'ammoniac ou à la salle des machines avertit du danger et interdit l'accès aux personnes non autorisées.
<b>Constats :</b> Le point de contrôle n°2 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022

indiquait : « *L'exploitant doit justifier, dans un délai de 1 mois, la mise en place de la signalisation adéquate sur les portes d'accès aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac.* »

Par mail du 14 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection les photos de la nouvelle signalisation mise en place sur les portes d'accès aux installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac.

Le 5 juillet 2023, l'Inspection constate l'affichage des consignes de sécurité qui comportent les informations suivantes :

- la nature de l'installation (ammoniac) et les caractéristiques principales,
- les mentions de danger,
- les interdictions,
- les obligations, y compris celles en mode dégradé,
- les mesures à prendre en cas d'incident, en cas d'accident, et en cas d'incendie,
- le sens de manœuvre des vannes ammoniac.

L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°2 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Systèmes de détection ammoniac

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque toxique

**Point de contrôle déjà contrôlé :** inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »

**Prescription contrôlée :**

2. Prescriptions spécifiques à l'emploi de l'ammoniac (installations de réfrigération)

(...)

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.

(...)

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (...) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore (...);
- le franchissement du deuxième seuil (...) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

**Constats :**

Le point de contrôle n°3 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « *L'exploitant doit apporter, dans un délai de 2 mois, les éléments justificatifs des automatismes mis en place en cas de franchissement des seuils de détection d'ammoniac, conformément aux prescriptions de l'article 4.3.1 de l'arrêté du 19/11/2009 et notamment que l'alarme sonore est audible en tous points de l'établissement avec, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.* »

Par mail du 20 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection le bon d'intervention de la société Provence Telecom daté du 20 juin 2022 relatif à la réalisation du report de l'alarme des boîtiers de détection NH3 :

- sur le serveur d'alarme centrale audible en tous points de l'établissement.
- sur le téléphone du gardien et de l'équipe de maintenance.

L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°3 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 5 : Tuyauteries d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.9. Tuyauteries d'ammoniac (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération) (...) L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries. Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.
<b>Constats :</b> Le point de contrôle n°4 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « <i>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le programme de contrôle de l'ensemble des tuyauteries d'ammoniac, dans un délai de 3 mois.</i> » Par mail du 11 août 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• le programme de contrôle des tuyauteries (périodicité de 24 mois), intégrées dans les équipements sous pression des systèmes frigorifiques NH3,</li><li>• le rapport de vérification des équipements sous pression de l'APAVE du 10 août 2022, qui comprend notamment les tuyauteries des systèmes frigorifiques d'ammoniac et dont les conclusions indiquent : « <i>Les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants</i> ».</li></ul> L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°4 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déchets – rénovation installations de production de froid

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. (...)
<b>Constats :</b> Le point de contrôle n°5 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « <i>L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de 1 mois, les justificatifs relatifs au suivi des déchets produits lors du démantèlement de ses installations de production de froid.</i> » Par mail du 20 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs suivants relatifs au

<p>démantèlement des anciens équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le relevé de collecte de la société GDE du 16 décembre 2021 « dépose et retrait définitif »,</li> <li>• 2 tickets de pesée de la société GDE du 6 et du 13 décembre 2021,</li> <li>• l'attestation de la société GDE de recyclage des déchets générés par le prestataire TORREM pour les années 2020 et 2021,</li> <li>• 2 bordereaux de suivi de déchets « ammoniac en solution » pour destruction datés de décembre 2021.</li> </ul> <p>L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°5 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Comportement au feu des locaux ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac sont réparties dans 2 salles des machines. À l'occasion de la rénovation des installations de production de froid, seule la SDM 1 (bâtiment 1990) a fait l'objet de travaux d'amélioration relatifs à la prévention des propagations d'incendie. Les locaux de la SDM 3 (bâtiment 2001) ont conservés la même structure (murs et toitures identiques).</p> <p>Il convient de noter que le dossier de demande d'autorisation d'extension d'un bâtiment et de modification de l'installation de réfrigération en date du 31 mars 2005 précise à l'article 6.1.5 de l'étude de dangers que les 2 salles des machines de froid industriel disposent de murs coupe-feu de degré 2 heures.</p> <p>Le point de contrôle n°6 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « <i>L'exploitant doit justifier, dans un délai de 2 mois, que les locaux des installations fonctionnant à l'ammoniac sont conçus de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie (normes appliquées, degré coupe-feu des structures (murs, plafonds, portes) et des passages de gaines et de tuyauteries traversant les murs et plafonds).</i></p> <p><i>Le cas échéant, l'exploitant doit également transmettre un échéancier de réalisation des éventuels travaux complémentaires à réaliser. »</i></p> <p>Par mail du 28 juin 2022, l'exploitant a informé l'Inspection qu'un chiffrage auprès d'un organisme agréé était en cours.</p> <p>Le 5 juillet 2023, l'exploitant précise que cet organisme n'était pas en mesure de répondre sur le comportement au feu des locaux, et qu'il est à la recherche d'un autre bureau d'études pour l'assister.</p> <p>Post-inspection, par mail du 5 octobre 2023, l'exploitant informe l'Inspection qu'il a fait appel au</p>

bureau d'études spécialisé dans la sécurité incendie Phenix Conseils : le devis est en cours d'établissement.

L'exploitant n'a pas répondu favorablement au point de contrôle n°6 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 8 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2005, article 7.1.24.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> inspection 16 mars 2022 « susceptible de suites administratives »
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. (...) Le P.O.I. est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. (...)
<b>Constats :</b> Compte tenu des travaux de rénovation de l'ensemble des installations de production de froid réalisés, le point de contrôle n°8 formulé lors de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022 indiquait : « <i>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le POI mis à jour, dans un délai de 4 mois.</i> », Par mail du 8 août 2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection son POI mis à jour. L'exploitant a répondu favorablement au point de contrôle n°8 de la précédente visite d'inspection du 16 mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet